

La chronique  
Par Frédéric Lordon

## Les « oublis » de la nouvelle économie

Par charité chrétienne, on devrait s'interdire la cruauté d'en rajouter à la chronique des bouillons annoncés de la nouvelle économie : l'époque des *business plans* sur nappes de pizzeria, des bandes de chouettes copains en voie d'aliénation collective au travail, du *cash burning* comme stratégie ostentatoire d'existence symbolique et du PLR (*Price-Loss Ratio*) réunis semble révolue - et il n'y a probablement pas lieu de s'en plaindre. Rien de tout cela ne signifie par ailleurs que l'effervescence d'une classe d'âge en proie à une légère hystérie entrepreneuriale et les délires de valorisation des « nouveaux marchés » ne dissimulaient que du vide. Les NTIC sont toujours là, simplement leur mode d'action dans l'économie n'est ni univoque, ni magiquement miraculeux, ni surtout réductible à l'écume passagère qu'en ont captée les médias. Fin de l'hyperthermie et peut-être retour à un mode d'interrogation un peu plus raisonnable des possibilités de la nouvelle économie. Il se pourrait d'ailleurs qu'un bilan de ses pratiques, aussi bien « managériales » et financières, comme de sa contribution véritable à la croissance se révèle assez dévastateur...

Il a fallu en tout cas que le calme revienne et que la bulle éclate pour que soient plus raisonnablement réévaluées les perspectives de la nouvelle économie, et surtout que soit mieux appréciée l'intensité du délire qui avait précédé, pour peu qu'on la mesure au sérieux des agents qu'il a réussi à saisir. Car ces errements, qu'on aurait pu croire réservés à la fois à une certaine tranche d'âge et à un certain type d'entreprises - de celles qui élaient jadis domicile dans des garages, selon la légende officielle, et maintenant dans des incubateurs - se sont révélés partagés par des acteurs industriels d'une taille et d'une ancienneté qui interdisent de qualifier les aberrations de la nouvelle économie d'exceptions, et mettent en péril les hypothèses standard de la rationalité économique. Les *start-up* du Sentier ne sont pas seules en effet à avoir versé dans l'anamorphose des opportunités et dans l'anticipation extravagante des profits futurs ; il se trouve que des opérateurs parmi les plus puissants, aussi bien en termes de capitalisation que de surface industrielle, se sont laissés aller à la même insoutenable légèreté du *business plan* - on veut bien sûr parler des opérateurs de télécommunications aux prises avec le cauchemar de l'UMTS. Il faut empêcher cet épisode de tomber dans l'oubli - « autant en emporte l'actualité » - et lui donner toute sa valeur d'exemple tant il a le pouvoir de concentrer les taches aveugles et les « oublis » de la nouvelle économie, cette sorte de parousie des affaires parfaitement ignorante de ses conditions de possibilité. Il le

faut d'autant moins que, si l'on met à part les excès de l'ante-validation financière, visibles de tous maintenant que la bulle a crevé, le cas des télécoms donne à voir à grande échelle deux des impasses majeures de la nouvelle économie, telles que les révèlent les question suivantes :

1. Y a-t-il vraiment surgissement d'une norme de consommation inédite, capable d'impulser à long terme la dynamique simultanée de l'offre et de la demande ?

2. Et si la nouvelle économie s'avérait plus gourmande en capital que ne le laissaient croire les premières bluettes pour incubateurs ?

C'est bien de l'existence d'une norme de consommation qu'il est question lorsqu'on considère l'espèce de doute existentiel qui s'est soudain emparé des opérateurs de télé-

« Le pouvoir de fascination technologique n'est pas tout, encore faut-il qu'il trouve sa validation sociale »

coms, et surtout des analystes qui les avaient suivis sans hésiter jusque-là. Formidable moment de suspension - et aussi d'angoisse - à l'idée qu'après un départ tonitruant, l'essentiel a peut-être été oublié à

quai. L'essentiel : les débouchés. Il faut se souvenir de l'extraordinaire engouement technologique et de sa fulgurante propagation à l'évocation - c'était il y a à peine dix-huit mois - d'une possible convergence du téléphone mobile et de l'internet. Comme si la technologie avait un pouvoir de détermination en dernière instance, et notamment celui de créer elle-même les conditions de sa viabilité économique, la seule idée de la possibilité technique a suffi pour induire la croyance que s'ouvrait un *eldorado* de profit, pour ainsi dire *ipso facto*. Passée l'effervescence des commencements, assortie de cette frénésie bien connue des capital-risqueurs qu'on pourrait résumer par l'obsession « d'en être », le retour aux formes habituelles de la rationalité économique prend des allures de gueule de bois. Grande (re) découverte donc : le pouvoir de fascination technologique n'est pas tout, encore faut-il qu'il trouve sa validation sociale - en d'autres termes qu'il se vende ! Que cette précaution ait été parfaitement méconnue de nos jeunes cyber-entrepreneurs, à peu près aussi enclins à céder aux appels du fantasme qu'ignorants des savoirs managériaux les plus rustiques, c'est assez dans l'ordre des choses. Que les plus grandes entreprises aient cédé à cette sorte d'illusion fantastique est déjà singulièrement plus inquiétant. C'est bien ainsi pourtant qu'il faut regarder l'extraordinaire dénuement dans lequel semblent se trouver les futurs opérateurs de l'UMTS, pour l'heure à peu près complètement démunis des contenus propres à induire une demande substantielle. Merveilleuses possibilités de l'internet mobile... mais pour quoi faire ? Qu'on n'ait pas trouvé encore ne signifie évidemment pas qu'on ne trouvera

jamais, mais à 60 milliards de francs, grosso modo, le ticket d'entrée, le moins qu'on puisse dire est qu'on aurait pu imaginer des opérateurs qu'ils prendraient la peine d'y penser avant. A peine mieux que le plus tendre des cyber patrons - mais lui se contente de flamber quelques millions -, l'UMTS est encore à la recherche de son modèle économique et ne peut produire qu'un *business plan* pour First Tuesday - boulette cette fois à quelques milliards !

Bien sûr rien n'est perdu pour l'UMTS, et la *killer application* finira peut-être par venir - en attendant ça n'est qu'un long et mauvais moment à passer... Mais plus généralement, c'est l'occasion de s'apercevoir qu'un régime d'accumulation - et telle était bien l'ambition de la nouvelle économie : ouvrir une « nouvelle ère économique » - suppose l'existence d'une norme de consommation puissante, c'est-à-dire d'un ensemble de biens susceptible de capter le désir de marchandise de la plus grande part de la population et de drainer une fraction importante du revenu disponible des ménages. L'automobile et les biens électroménagers ont constitué une telle norme, moteur de la demande dans le régime de croissance qu'on a qualifié de *fordisme*. C'est une démonstration similaire qu'auraient dû accomplir les biens de la nouvelle économie pour soutenir sa préten-

« Ce n'est pas tant du côté des sites boursiers ou de la musique téléchargeable que résident les grands gisements de demande, ceux dont on fait les normes de consommation »

tion - en termes de dépenses, un ordinateur, un téléphone mobile et un abonnement internet ne pèsent pas grand chose comparé à ce qu'était l'achat d'un véhicule et de tous les services induits - ; ensuite parce que la journée n'ayant que 24 heures, le temps allouable aux consommations intermédiées par les terminaux de la nouvelle économie n'est pas extensible et ne parviendra pas à compenser la faiblesse précédente ; enfin parce qu'il se confirme que ce n'est pas tant du côté de la consultation mobile des sites boursiers ou de la musique téléchargeable sur téléphone, mais plutôt autour de la santé et de la médecine que résident les grands gisements de demande, ceux dont on fait les normes de consommation à l'échelle macroéconomique - de ce point de vue, et si l'on veut vraiment accorder aux Etats-Unis un rôle de précurseur, on ferait bien de considérer avec intérêt leurs 14 points de PIB consacrés aux dépenses de santé, record mondial en la matière.

Avec la même légèreté qu'ils avaient imaginé que, comme l'intendance, la demande suivrait, les « apologètes » de la nouvelle économie avaient oublié qu'il y faut parfois aussi du capital. Pour le coup, l'UMTS rend la redécouverte un peu brutale, et pour cause : 30 milliards de francs d'infrastructure et à peu près la même chose de licence, c'est tout de suite autre chose que dix millions en loyer d'incubateur, en meubles Ikea et en affiches 4 par 3. L'autre grande illusion de la nouvelle économie est donc celle de la légèreté en capital, illusion bien compréhensible si l'on considère que pour les dotcoms ordinaires, le coût des infrastructures... a été consenti par d'autres. Il est peut-être temps en effet de rappeler que la nouvelle économie, pour l'essentiel, a trouvé toutes faites les conditions infrastructurelles de son existence, qui plus est royalement payées... par l'Etat. L'internet a une réalité matérielle, et c'est à coup de capitaux publics qu'elle a été constituée, ceux de la recherche et de la défense. Aussi, le merveilleux dynamisme de la libre-entreprise, l'initiative de fond de garage, la jeune créativité des cyber-patrons, et la vivacité des *light dotcoms*, tout cela serait resté lettre morte sans l'action obscure et préalable de ce pelé, ce galeux, l'Etat, ordinairement présenté comme l'absolu contraire de la brillante nouvelle économie. Avec

l'UMTS, la nouvelle économie découvre que ça coûte un peu chaud d'avoir à tout faire soi-même, le *soft* des contenus du spectacle, *so smart*, mais aussi le *hard*, pondéreux et très peu glamour. Et ce n'est pas tellement qu'il faille aller au charbon, tirer des câbles et couvrir d'antennes, mais surtout que

le taux de profit en prend un vieux coup. On en finirait presque par considérer, dans un mouvement d'humeur, que les *start-up* qui boivent la tasse n'ont vraiment aucune excuse, mais l'essentiel est ailleurs. Il est dans la possibilité de redécouvrir la profonde indigence intellectuelle de cette incroyable antinomie qui oppose « l'Etat » et « le marché » comme deux irréconciliables contraires, alors que la plupart des situations nationales, y compris celle des Etats-Unis, nous montrent plutôt le travail « combiné » de ces deux logiques certes hétérogènes mais sûrement pas incompatibles. Inattendue morale de l'histoire : au pays soi-disant du « libéralisme intégral », la nouvelle économie, pour peu qu'on se défasse de tous les lieux communs idéologiques qu'elle aura charriés, n'a pas tiré sa force seulement de la vitalité de ses entrepreneurs schumpeteriens mais aussi, et surtout, de la *complémentarité* des capitaux publics et privés.

▲ F.L.